

RAPPORT SUR LES **INÉGALITÉS** MONDIALES 2018

SYNTHÈSE

Version française



Coordonné par

FACUNDO ALVAREDO
LUCAS CHANCEL
THOMAS PIKETTY
EMMANUEL SAEZ
GABRIEL ZUCMAN

WORLD 
INEQUALITY
LAB

Écrit et coordonné par :

Facundo Alvaredo
Lucas Chancel
Thomas Piketty
Emmanuel Saez
Gabriel Zucman

Coordinateur général :

Lucas Chancel

Équipe de recherche :

Thomas Blanchet
Richard Clarke
Leo Czajka
Luis Estévez-Bauluz
Amory Gethin
Wouter Leenders

Ce rapport met en avant les résultats issus d'articles de recherche écrits par :

Facundo Alvaredo
Lydia Assouad
Anthony B. Atkinson
Charlotte Bartels
Thomas Blanchet
Lucas Chancel
Luis Estévez-Bauluz
Juliette Fournier
Bertrand Garbinti
Jonathan Goupille-Lebret
Clara Martinez-Toledano
Salvatore Morelli
Marc Morgan
Delphine Nougayrède
Filip Novokmet
Thomas Piketty
Emmanuel Saez
Li Yang
Gabriel Zucman

Chercheurs WID.world :

Ce rapport repose sur le travail de collecte, de production et d'harmonisation de données sur les inégalités réalisé par plus d'une centaine de chercheurs basés sur tous les continents et contribuant à la World Wealth and Income Database (voir www.wid.world/team pour plus d'information). Les analyses présentées dans ce rapport reflètent les points de vue des auteurs du rapport et pas nécessairement celui de tous les chercheurs affiliés à WID.world.

Licence Creative Commons
4.0 - CC BY-NC-SA 4.0
Laboratoire sur les inégalités
mondiales, 2017

Graphisme: Grand Krü, Berlin

Image de couverture adaptée
d'une photographie de Dimitri
Vervitsiotis/Getty Images

RAPPORT SUR LES
INÉGALITÉS MONDIALES **2018**

SYNTHÈSE

I. QUEL EST L'OBJECTIF DU RAPPORT SUR LES INÉGALITÉS MONDIALES 2018 ?

Le Rapport sur les inégalités mondiales 2018 s'appuie sur une méthodologie pionnière pour mesurer les inégalités de revenus et de patrimoines de manière systématique et transparente. Avec ce rapport, le Laboratoire sur les inégalités mondiales vise à combler un déficit démocratique et à fournir aux différents acteurs de la société les données nécessaires pour participer à des débats publics ancrés dans les faits.

- ▶ L'objectif du Rapport sur les inégalités mondiales 2018 est de contribuer à un débat mondial mieux informé sur les inégalités économiques en apportant à la discussion publique les données les plus récentes et les plus complètes.
 - ▶ L'inégalité économique est un phénomène complexe et multidimensionnel, et dans une certaine mesure inévitable. Néanmoins, nous avons la conviction que si l'aggravation des inégalités ne fait pas l'objet d'un suivi et de remèdes efficaces, elle pourrait conduire à toutes sortes de catastrophes politiques, économiques et sociales.
 - ▶ Notre objectif n'est pas de mettre tout le monde d'accord sur la question des inégalités ; cela n'arrivera jamais, pour la simple raison qu'il n'existe pas une vérité scientifique unique sur ce qui serait le niveau optimal d'inégalité, et encore moins sur l'ensemble des institutions et des politiques publiques qu'il serait souhaitable de mettre en place pour atteindre ce niveau. En définitive, il appartient au débat public et aux institutions démocratiques de trancher ces questions délicates. Mais un tel processus délibératif exige une information plus rigoureuse et transparente sur les revenus et les patrimoines.
 - ▶ Afin de donner aux citoyens les moyens de s'approprier ce type de décision et participer à ces débats, nous nous efforçons de relier les phénomènes macroéconomiques (tels que la croissance, les politiques de nationalisation et de privatisation, l'accumulation du capital ou l'évolution de la dette publique) aux tendances microéconomiques concernant les inégalités (notamment les revenus des individus et les transferts sociaux, le patrimoine et l'endettement des ménages).
 - ▶ Rapprocher les données macroéconomiques et microéconomiques sur les inégalités n'est pas un exercice facile, car de nombreux pays ne publient pas (et parfois même ne produisent pas) de statistiques détaillées et cohérentes sur les inégalités de revenus et de patrimoines. Les méthodes classiques de mesure des inégalités s'appuient souvent sur des enquêtes auprès des ménages, qui sous-estiment généralement les revenus et les patrimoines en haut de l'échelle sociale.
 - ▶ Pour surmonter les insuffisances actuelles, nous nous appuyons sur une méthode novatrice qui combine de manière systématique et transparente toutes les sources de données à notre disposition : revenus et patrimoines totaux estimés dans les comptabilités nationales (y compris, dans la mesure du possible, des estimations sur les avoirs offshore) ; enquêtes déclaratives sur le revenu et le patrimoine des ménages ; données fiscales issues de l'impôt sur le revenu ; données fiscales et administratives sur les successions et les patrimoines (quand elles existent) ; et classements des grandes fortunes.
- ▶ **Les séries présentées dans ce rapport sont le fruit du travail collectif de plus d'une centaine de chercheurs qui couvrent tous les continents et alimentent la base de données WID.world. Toutes nos données sont accessibles en ligne sur wir2018.wid.world et totalement reproductibles, ceci pour permettre à chacun de se livrer à sa propre analyse et de former son opinion sur les inégalités.**

II. QUELS SONT NOS NOUVEAUX RÉSULTATS CONCERNANT LES INÉGALITÉS MONDIALES DE REVENU ?

Nous montrons que les inégalités de revenus ont augmenté dans presque toutes les régions du monde ces dernières décennies, mais à des rythmes différents. La forte disparité du degré d'inégalité observée d'un pays à l'autre, même lorsque ces pays sont à des niveaux de développement comparables, met en lumière le rôle déterminant des institutions et des politiques publiques nationales dans l'évolution des inégalités.

L'inégalité des revenus varie beaucoup d'une région du monde à l'autre. C'est en Europe qu'elle est la plus faible et au Moyen-Orient qu'elle est la plus forte.

► Les inégalités sont très différentes d'une région à l'autre. En 2016, la part du revenu national allant aux seuls 10% des plus gros revenus (part de revenu du décile supérieur) était de 37% en Europe, 41% en Chine, 46% en Russie, 47% aux États-Unis/Canada, et autour de 55% en Afrique sub-saharienne, au Brésil et en Inde. Au Moyen-Orient,

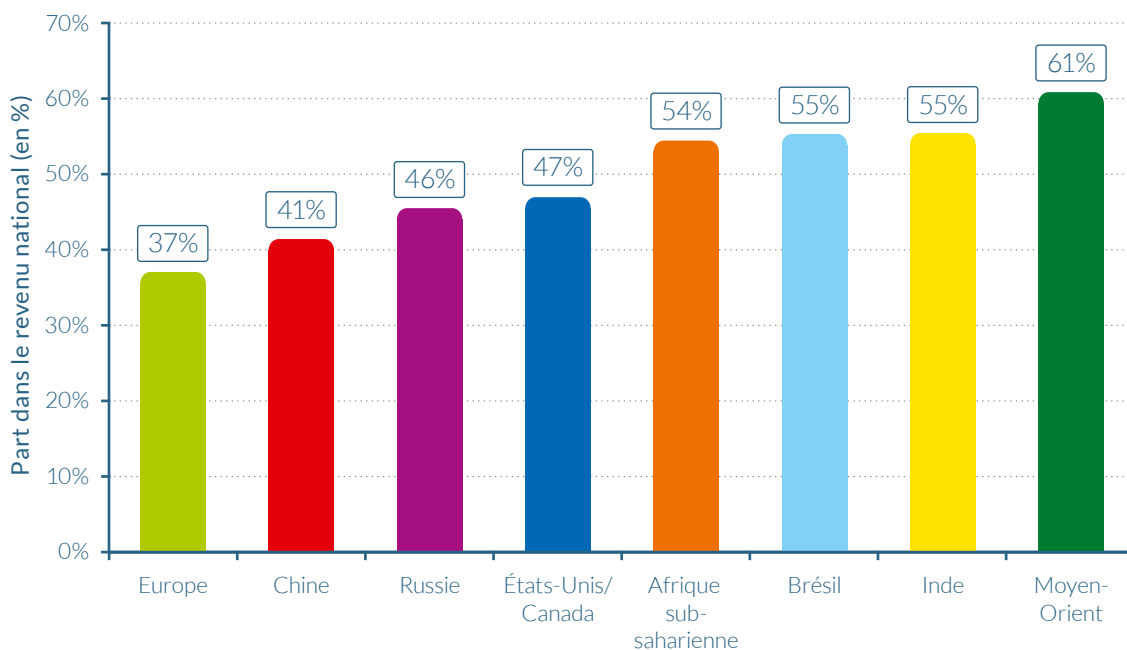
région du monde la plus inégalitaire d'après nos estimations, le décile supérieur captait 61% du revenu national (**Graphique E1**).

Ces dernières décennies, les inégalités de revenus ont crû dans presque tous les pays, mais à des rythmes différents, ce qui donne à penser que les institutions et les politiques publiques jouent un rôle dans leur évolution.

► Depuis 1980, les inégalités de revenus ont augmenté rapidement en Amérique du

Graphique E1

Part de revenu des 10% les plus aisés dans le monde, 2016

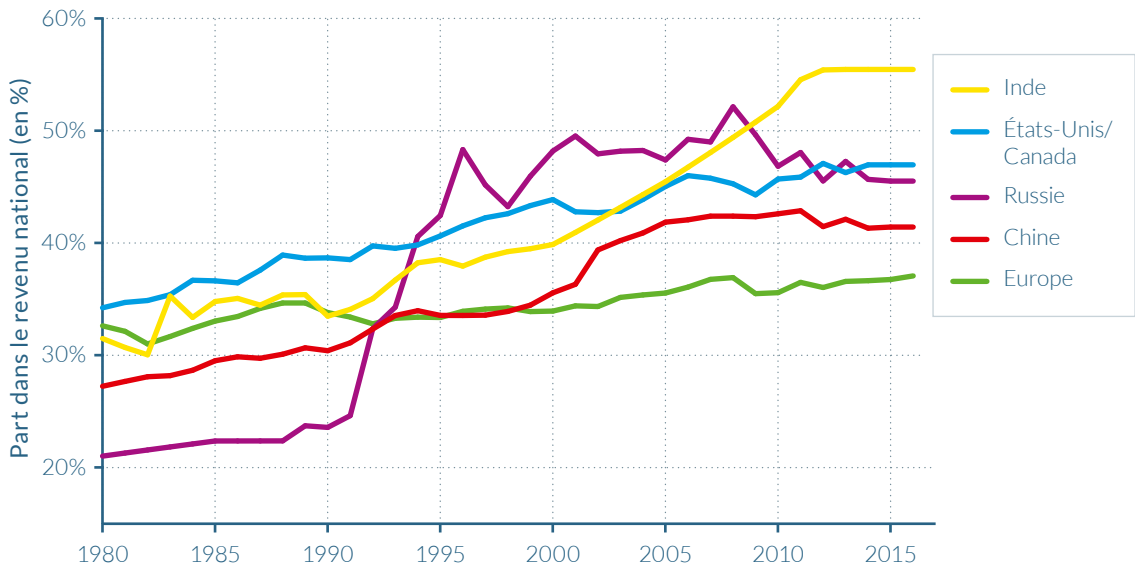


Source : WID.world (2017). Voir wir2018.wid.world pour les séries et les notes.

En 2016, le décile supérieur (les 10% des revenus les plus élevés) a perçu 37% du revenu national en Europe, contre 61% au Moyen-Orient.

Graphique E2a

Part de revenu des 10 % les plus aisés dans le monde, 1980–2016 : les inégalités augmentent presque partout, mais à des rythmes différents



Source : WID.world (2017). Voir wir2018.wid.world pour les séries et les notes.

En 2016, le décile supérieur (les 10 % des revenus les plus élevés) a perçu 47 % du revenu national aux États-Unis/Canada, contre 34 % en 1980.

Nord, en Chine, en Inde et en Russie, mais de manière plus modérée en Europe (**Graphique E2a**). Dans une perspective historique plus longue, cet accroissement des inégalités marque la fin du régime égalitariste qui avait pris différentes formes dans ces régions après la Seconde Guerre mondiale.

► Ce schéma général connaît des exceptions. Au Moyen-Orient, en Afrique sub-saharienne et au Brésil, les inégalités de revenus sont restées relativement stables, à des niveaux très élevés (**Graphique E2b**). N'ayant pas connu de régime égalitariste après la guerre, ces régions dessinent un « horizon d'inégalité » pour le monde.

► La diversité des tendances observées dans les différents pays depuis 1980 montre que les dynamiques nationales en matière d'inégalité de revenus sont la résultante de contextes institutionnels et politiques variés.

► Ceci est illustrée par les trajectoires différentes qu'ont suivies ces dernières décennies

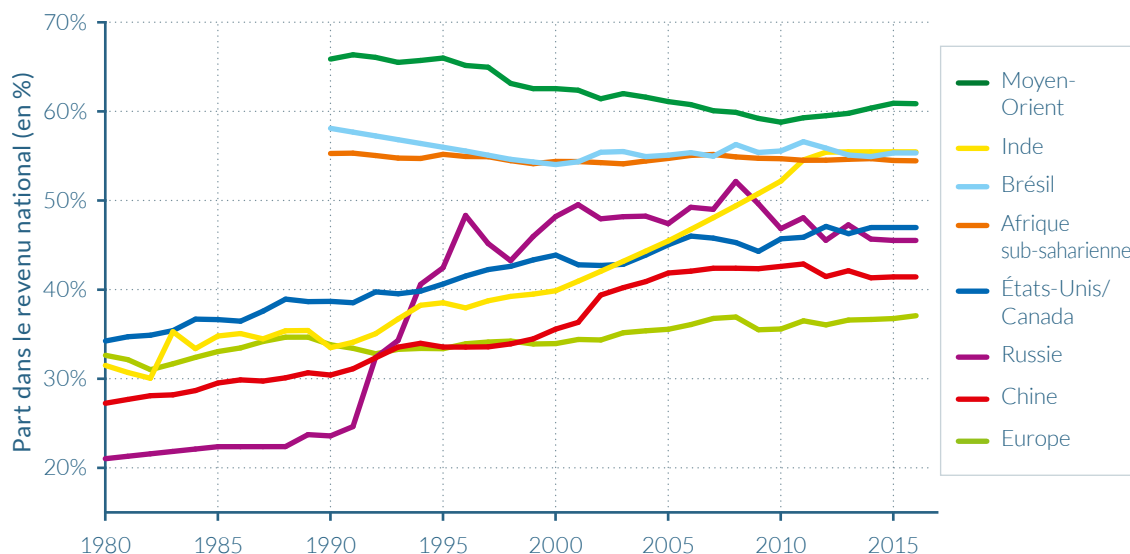
d'anciens pays communistes ou dirigistes : la Chine, l'Inde et la Russie (**Graphiques E2a et b**). Du fait des politiques différentes mises en œuvre par ces pays en matière de déréglementation et d'ouverture, l'accroissement des inégalités a été particulièrement abrupt en Russie, modéré en Chine et relativement graduel en Inde.

► La divergence est particulièrement extrême entre l'Europe de l'Ouest et les États-Unis, qui avaient des niveaux d'inégalité comparables en 1980, mais se trouvent aujourd'hui dans des situations radicalement différentes. Alors que la part de revenu du centile supérieur était proche de 10% dans les deux régions en 1980, elle est un peu montée en Europe en 2016 (12%), mais elle s'est envolée à 20% aux États-Unis. Dans le même temps, aux États-Unis, la part des 50% les plus pauvres est passée de plus de 20% en 1980 à 13% en 2016 (**Graphique E3**).

► La trajectoire suivie par les États-Unis s'explique en grande partie par une inégalité

Graphique E2b

Part de revenu des 10 % les plus aisés dans le monde, 1980-2016 : le monde se dirige-t-il vers un horizon de fortes inégalités ?



Source : WID.world (2017). Voir wir2018.wid.world pour les séries et les notes.

En 2016, le décile supérieur (les 10 % des revenus les plus élevés) a perçu 55 % du revenu national en Inde, contre 31 % en 1980.

considérable en matière d'éducation, associée à une fiscalité de moins en moins progressive, alors même que les plus hautes rémunérations du travail ont explosé depuis les années 1980, et que les revenus du capital des gros patrimoines en ont fait autant dans les années 2000. Pendant ce temps, en Europe, la progressivité de l'impôt baissait, mais dans

de moindres proportions ; les inégalités salariales y étaient également freinées par des politiques éducatives et salariales relativement plus favorables aux classes moyennes et populaires. Dans les deux régions, les inégalités de revenus entre hommes et femmes ont reculé, mais elles restent particulièrement marquées au sommet de la distribution.

Comment les inégalités entre les habitants de la planète ont-elles évolué ces dernières décennies ? Nous proposons les premières estimations sur la répartition de la croissance du revenu mondial depuis 1980 entre individus. Les 1 % d'individus recevant les plus hauts revenus dans le monde ont profité deux fois plus de cette croissance que les 50 % d'individus les plus pauvres. Ces 50 % du bas ont cependant bénéficié de forts taux de croissance, alors que la classe moyenne mondiale (dans laquelle on retrouve les 90 % d'individus les plus pauvres en Europe et aux États-Unis) voyait la croissance de son revenu comprimée.

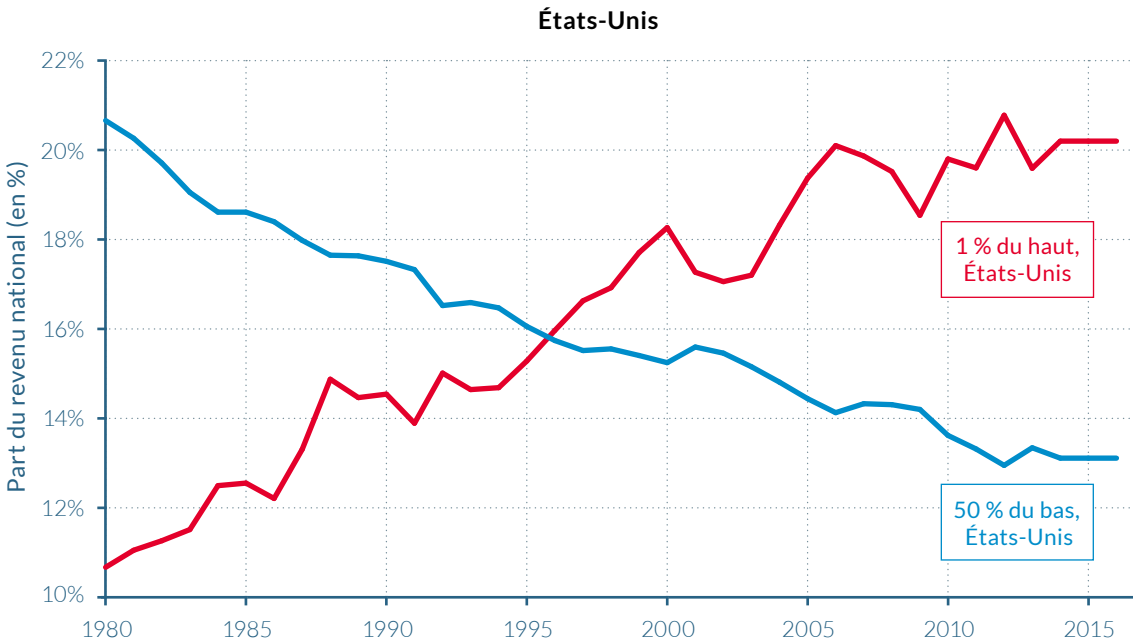
Au niveau mondial, les inégalités ont fortement augmenté depuis 1980, malgré la forte croissance de la Chine.

► La moitié la plus pauvre de la population mondiale a vu son revenu augmenter de

manière significative grâce à la forte croissance de l'Asie (en particulier de la Chine et de l'Inde). Néanmoins, du fait des inégalités prononcées et grandissantes au niveau national depuis 1980, les 1 % d'individus les

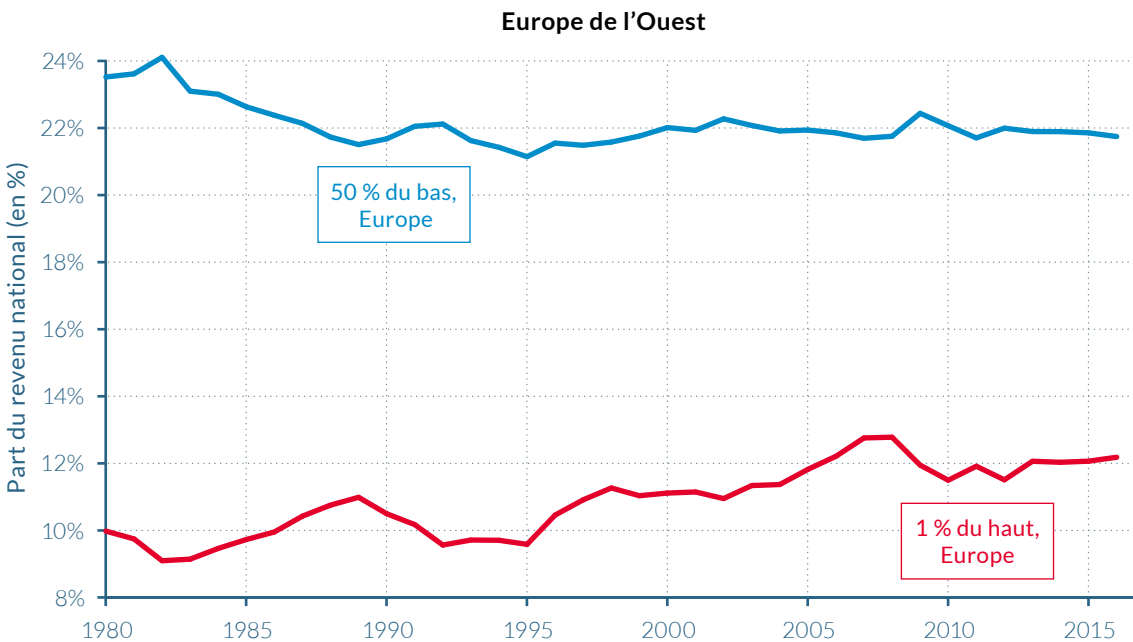
Graphique E3

Part de revenu des 1 % du haut et des 50 % du bas de la répartition aux États-Unis et en Europe de l'Ouest, 1980-2016 : Divergence des trajectoires d'inégalité des revenus



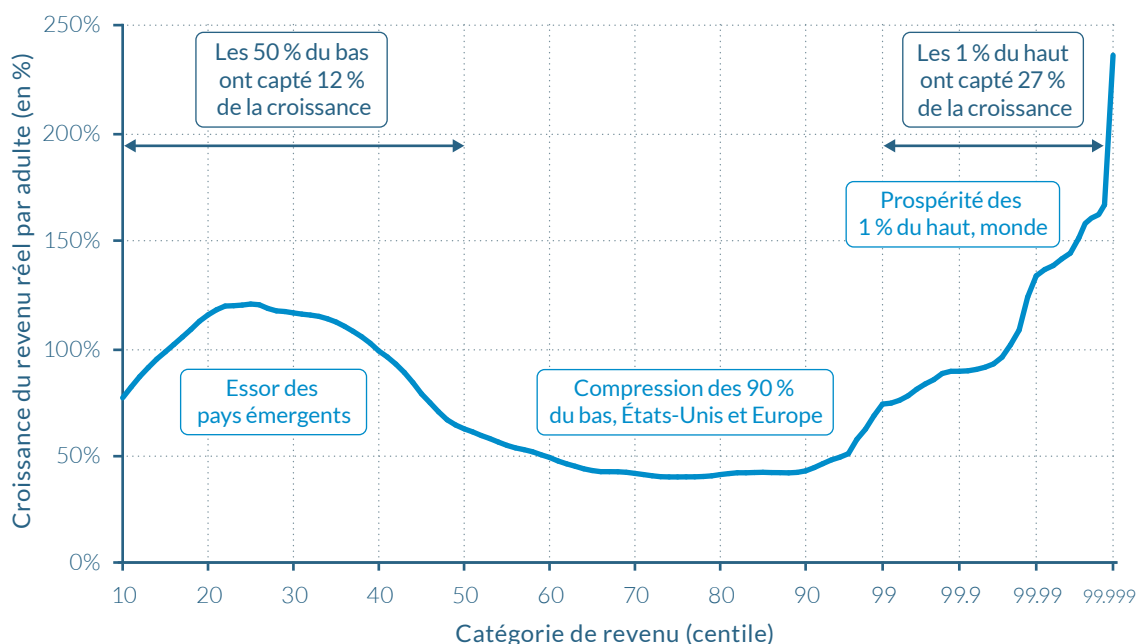
Source : WID.world (2017). Voir wir2018.wid.world pour les séries et les notes.

En 2016, le centile supérieur a perçu 12 % du revenu national en Europe de l'Ouest, contre 20 % aux États-Unis. En 1980, le centile supérieur a perçu 10 % du revenu national en Europe de l'Ouest, contre 11 % aux États-Unis.



Source : WID.world (2017). Voir wir2018.wid.world pour les séries et les notes.

En 2016, les 50 % du bas ont perçu 22 % du revenu national en Europe de l'Ouest.

Graphique E4**Inégalités mondiales et croissance: la courbe de l'éléphant, 1980-2016**

Source : WID.world (2017). Voir wir2018.wid.world pour les séries et les notes.

Sur l'axe des abscisses, la population mondiale est divisée en cent groupes de taille égale et classés de gauche à droite par ordre croissant de revenus. Le centile supérieur a été divisé en dix groupes, le plus riche d'entre eux a à son tour été divisé en dix groupes, et de nouveau pour le fractile supérieur. L'axe des ordonnées indique la croissance totale du revenu d'un individu appartenant à chaque groupe entre 1980 et 2016. Pour le millième 99-99,1 (les 10 % les plus pauvres parmi les 1 % les plus riches de la planète), la croissance a été de 74 %. Collectivement, les 1 % des plus hauts revenus dans le monde ont capté 27 % de la croissance totale. Les estimations de revenus tiennent compte des différences de coût de la vie entre les pays. Les valeurs sont nettes d'inflation.

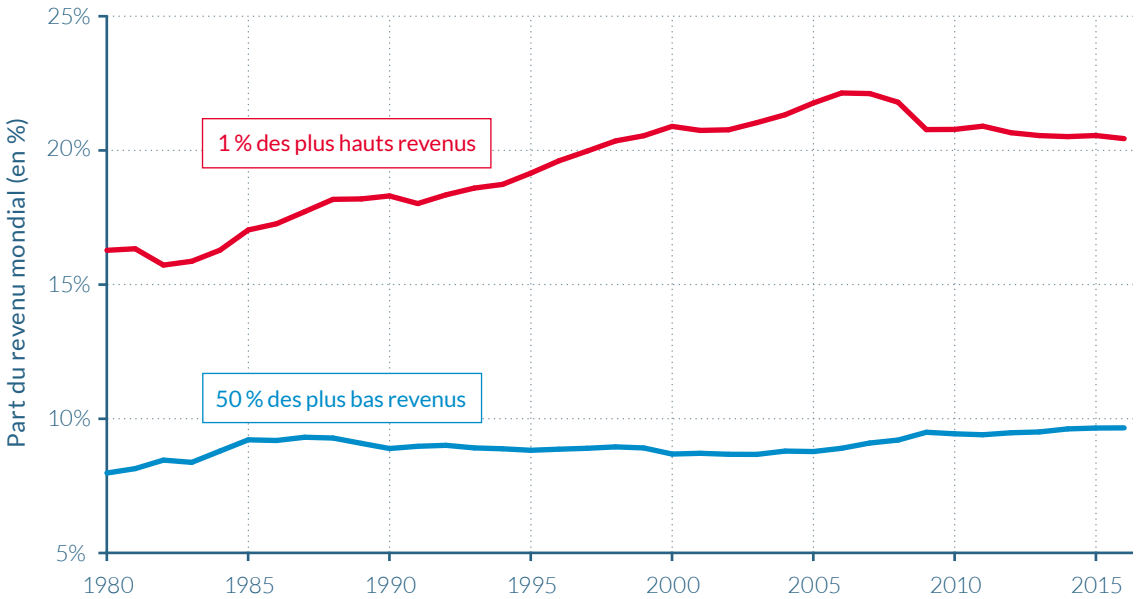
plus riches dans le monde ont capté deux fois plus de croissance que les 50 % les plus pauvres (**Graphique E4**). Pour les individus situés entre ces deux catégories (et notamment pour l'ensemble des classes moyennes et populaires nord-américaines et européennes), la croissance du revenu a été faible.

► La croissance des inégalités mondiales n'a pas été régulière. Si la part de revenu

du centile supérieur est montée de 16 % en 1980 à 22 % en 2000, elle a ensuite légèrement régressé jusqu'à 20 %. La part de revenu allant aux 50 % des individus les plus pauvres dans le monde fluctue autour de 9 % depuis 1980 (**Graphique E5**). La rupture de tendance observée après l'an 2000 est liée à une diminution des inégalités de revenus moyens entre pays, puisque les inégalités à l'intérieur des pays ont continué à progresser.

Graphique E5

Montée de la part des 1 % des plus hauts revenus et stagnation de celle des 50 % des plus bas revenus dans le monde, 1980-2016



Source : WID.world (2017). Voir [wir2018.wid.world](#) pour les séries et les notes.

En 2016, le centile supérieur (les 1 % des revenus les plus élevés) a perçu 22 % du revenu mondial, contre 10 % pour les 50 % des plus bas revenus. En 1980, le centile supérieur a perçu 16 % du revenu mondial, contre 8 % pour les 50 % des plus bas revenus.

III. QUEL RÔLE L'ÉVOLUTION DU PARTAGE ENTRE PATRIMOINE PUBLIC ET PATRIMOINE PRIVÉ JOUE-T-ELLE DANS LES INÉGALITÉS ?

Les inégalités économiques sont en grande partie le fait de l'inégale répartition du capital. Celui-ci peut être détenu soit par le secteur privé, soit par le secteur public. Nous montrons que, depuis 1980, de très importants transferts de patrimoine public à la sphère privée se sont produits dans presque tous les pays, riches ou émergents. Alors que la richesse nationale a augmenté de manière substantielle, la richesse publique est aujourd'hui négative ou proche de zéro dans les pays riches. Cette situation limite vraisemblablement la capacité d'action des États contre les inégalités, et elle a assurément des conséquences importantes pour les inégalités de patrimoine entre individus.

Ces dernières décennies, les détenteurs de patrimoine privé se sont enrichis, mais les États se sont appauvris.

► Le rapport patrimoine privé net / revenu national net mesure la valeur totale du patri-

moine privé détenu par les individus d'un pays, à comparer avec le patrimoine public détenu collectivement, par le biais de l'État. La somme des patrimoines privé et public est égale au patrimoine national. Le partage entre

patrimoine privé et public est un déterminant fondamental du niveau d'inégalité.

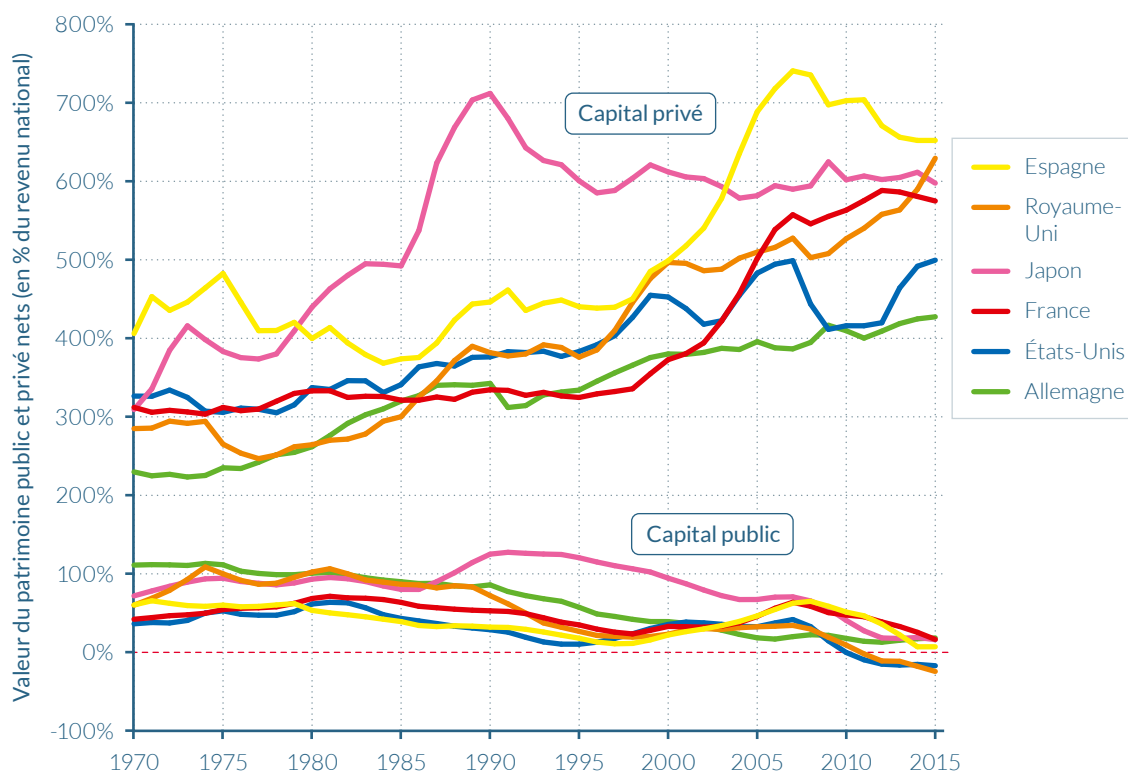
► Ces dernières décennies ont vu une augmentation générale du patrimoine privé net, qui est passé de 200-350 % du revenu national dans la plupart des pays riches en 1970 à 400-700 % aujourd'hui. La crise financière de 2008 n'a pratiquement pas infléchi cette tendance, pas plus que l'éclatement des bulles spéculatives qui s'étaient formées dans certains pays comme le Japon ou l'Espagne (Graphique E6). Suite à leur transition du communisme au capitalisme, la Chine et la Russie ont connu des croissances exceptionnellement fortes de leurs patrimoines privés, qui ont respectivement quadruplé et triplé. Le rapport patrimoine privé / revenu national de ces pays se rapproche des niveaux

observés en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

► À l'inverse, le patrimoine public net (c'est-à-dire les actifs publics moins les dettes publiques) a diminué dans presque tous les pays depuis les années 1980. En Chine et en Russie, il est passé de 60-70 % du patrimoine national à 20-30 %. Le patrimoine public net est même devenu négatif ces dernières années aux États-Unis et au Royaume-Uni, et il n'est que légèrement positif au Japon, en Allemagne et en France (Graphique E7). On peut estimer que cela limite la capacité des États de réguler l'économie, redistribuer les revenus et freiner la croissance des inégalités. Les seules exceptions à ce déclin général de la propriété publique concernent les pays riches en pétrole qui possèdent des fonds souverains importants, comme la Norvège.

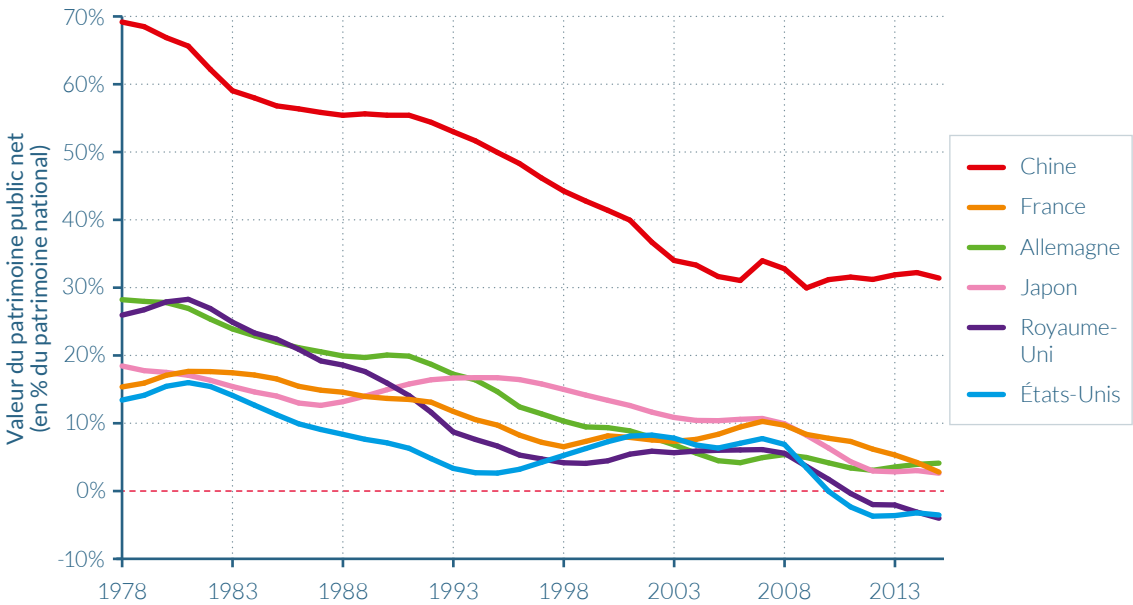
Graphique E6

Montée du capital privé et déclin du capital public dans les pays riches, 1970-2016



Source : WID.world (2017). Voir wir2018.wid.world pour les séries et les notes.

En 2015, la valeur du patrimoine public net (ou capital public net) aux États-Unis était négative (-17 % du revenu national net), tandis que la valeur du patrimoine privé net (ou capital privé net) s'élevait à 500 % du revenu national. En 1970, le patrimoine public net représentait 36 % du revenu national, contre 326 % pour le patrimoine privé net. Le patrimoine privé net est égal aux actifs privés (immobiliers, professionnels et financiers) moins les dettes privées. Le patrimoine public net est égal aux actifs publics moins les dettes publiques.

Graphique E7**Le déclin du capital public, 1978–2016**

Source : WID.world (2017). Voir [wir2018.wid.world](#) pour les séries et les notes.

En 2015, la part du patrimoine public dans le patrimoine national était de 3 % en France, contre 17 % en 1980.

IV. QUELS SONT NOS NOUVEAUX RÉSULTATS CONCERNANT LES INÉGALITÉS MONDIALES DE PATRIMOINE ?

Des privatisations de grande ampleur, conjuguées à une inégalité de revenus croissante, ont alimenté la hausse des inégalités de patrimoine entre individus. Celle-ci a été extrême en Russie et aux États-Unis, mais plus modérée en Europe. Les inégalités de patrimoine n'ont pas encore retrouvé les niveaux records qu'elles avaient atteints au début du XXe siècle dans les pays riches.

Les inégalités de patrimoine entre individus ont crû à des rythmes différents d'un pays à l'autre depuis 1980.

► L'accroissement des inégalités de revenu et les transferts considérables de patrimoine public au secteur privé ces quarante dernières années ont eu pour effet d'aggraver les inégalités de patrimoine entre

individus. Celles-ci n'ont cependant pas encore retrouvé le niveau qui était le leur au début du XXe siècle en Europe et aux États-Unis.

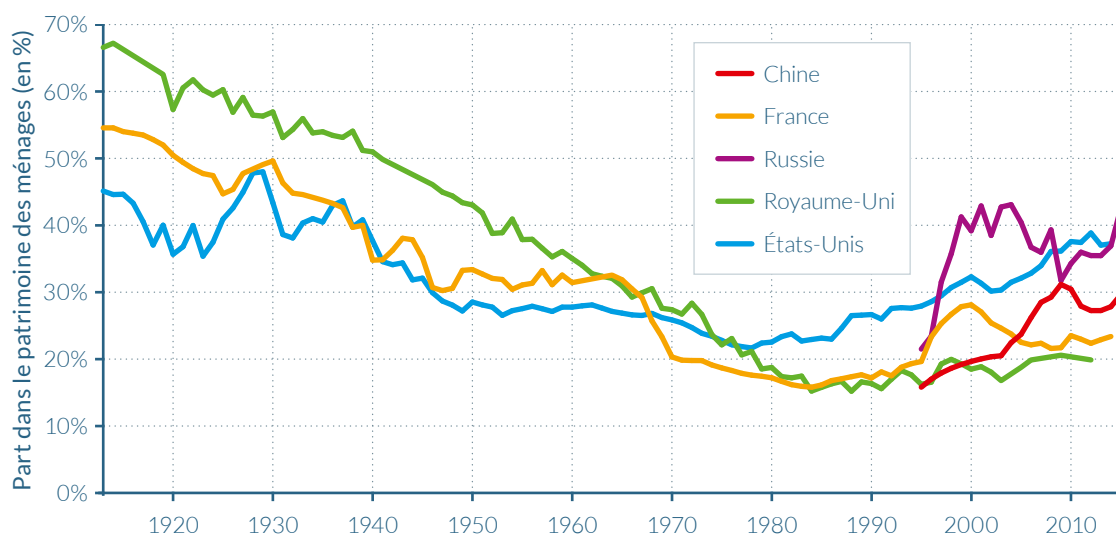
► Pour autant, les inégalités de patrimoine se sont fortement creusées aux États-Unis, où la part des 1 % des plus gros détenteurs est passée de 22 % en 1980 à 39 % en 2014,

l'essentiel de cette évolution étant due à la tranche des 0,1% les plus riches. Sur les quarante dernières années, l'accroissement de la part de richesse des catégories supérieures a été plus modérée en France et au Royaume-Uni, notamment grâce au rôle d'amortisseur qu'a joué l'augmentation du patrimoine immobilier de la classe moyenne et grâce une inégalité de revenus moindre qu'aux États-Unis (**Graphique E8**).

► La Chine et la Russie ont aussi vu le poids des patrimoines les plus importants progresser de manière conséquente suite à leur transition du communisme vers des économies capitalistes. Dans ces deux pays, la part du centile supérieur a doublé entre 1995 et 2015, passant de 15% à 30% en Chine et de 22% à 43% en Russie.

Graphique E8

Part de patrimoine des 1% les plus aisés dans le monde, 1913-2015 : déclin et rebond des inégalités de patrimoine entre les ménages



Source : WID.world (2017). Voir wir2018.wid.world pour les séries et les notes.

En 2015, la part du centile supérieur (les 1% des patrimoines les plus élevés) était de 43% du patrimoine total des ménages russes, contre 22% en 1995.

V. QUEL AVENIR POUR LES INÉGALITÉS MONDIALES ET QUELLES SOLUTIONS ?

Nous proposons des projections sur les inégalités de revenus et de patrimoines jusqu'en 2050, en fonction de plusieurs scénarios. Dans un avenir où les tendances actuelles sont prolongées, les inégalités continueront à augmenter. Si en revanche, dans les décennies à venir, tous les pays suivent la trajectoire d'inégalité relativement modérée dessinée par l'Europe ces dernières décennies, les inégalités de revenus dans le monde pourront diminuer – ce qui constituera aussi un grand pas en avant vers l'éradication de la pauvreté dans le monde.

Dans un scénario de prolongation des tendances actuelles, la classe moyenne mondiale verra sa part de patrimoine comprimée.

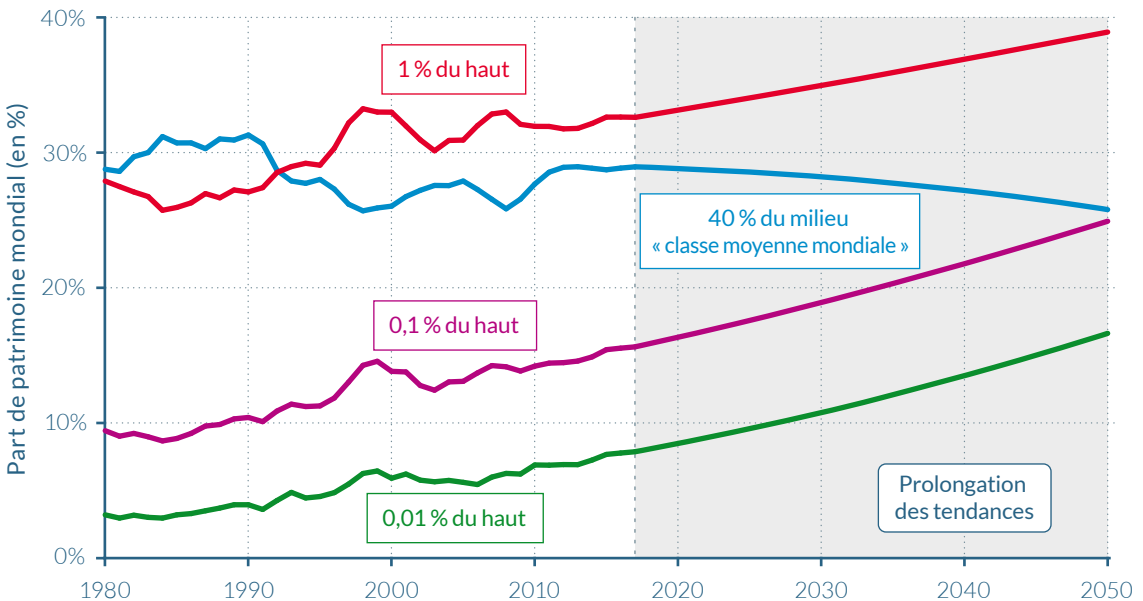
► L'accroissement des inégalités de patrimoine au niveau national a donné un coup d'accélérateur aux inégalités de patrimoine dans le monde. Si l'on suppose que les évolutions combinées de la Chine, de l'Union européenne et des États-Unis rendent compte de

la tendance mondiale, la part de patrimoine mondial aux mains des 1 % les plus riches de la planète est passée de 28 % à 33 % entre 1980 et 2016, pendant que la part des 75 % les plus pauvres tournait autour de 10 % sur toute la période.

► Si la tendance se poursuit, la part de patrimoine des 0,1 % les plus riches de la planète (dans un monde représenté par la

Graphique E9

Part de patrimoine, 1980–2050 : compression de la classe moyenne mondiale



Source : WID.world (2017). Voir [wir2018.wid.world](#) pour les séries et les notes.

En 2016, dans un monde représenté par la Chine, l'Union européenne et les États-Unis, la part de patrimoine mondial des 1 % du haut était de 33 %. Dans un scénario où « rien ne change », cette part monterait à 39 % en 2050, tandis que celle des 0,1 % serait pratiquement équivalente (26 %) à celle de la classe moyenne (27 %).

Chine, l'Union européenne et les États-Unis) rejoindra celle de la classe moyenne mondiale en 2050 (**Graphique E9**).

Les inégalités de revenus dans le monde augmenteront aussi dans le scénario de prolongation des tendances, même avec des hypothèses de croissance optimistes pour les pays émergents. Une telle évolution n'est cependant pas inévitable.

► Les inégalités de revenus dans le monde augmenteront aussi si les pays restent sur la trajectoire qu'ils ont suivie depuis 1980 – même avec des prévisions de croissance du revenu relativement élevées pour l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie dans les trois

décennies à venir. Les inégalités s'aggraveront encore davantage si tous les pays suivent la tendance fortement inégalitaire des États-Unis entre 1980 et 2016. A contrario, elles reculeront légèrement si tous les pays suivent la trajectoire de l'Union européenne de 1980 à aujourd'hui (**Graphique E10**).

► L'évolution des inégalités à l'intérieur des pays a un impact considérable sur la lutte contre la pauvreté dans le monde. Selon la trajectoire suivie par les pays, le revenu de la moitié la plus pauvre de la population mondiale peut varier du simple au double en 2050 (**Graphique E11**), s'établissant entre 4 500 euros et 9 100 euros par an et par adulte.

Lutter contre les inégalités de revenus et de patrimoines dans le monde exige d'importants changements de politique fiscale au niveau national et mondial. Les politiques éducatives, la gouvernance des entreprises et les politiques salariales devront être revues dans de nombreux pays. La transparence des données est aussi un enjeu majeur.

L'impôt progressif est un instrument éprouvé pour lutter contre la croissance des inégalités de revenus et de patrimoines au sommet de la hiérarchie.

► La recherche économique et historique a montré que l'impôt progressif est un outil efficace pour combattre les inégalités. La progressivité des taux a pour double effet de réduire l'inégalité après impôts, mais aussi avant impôts, car elle décourage les hauts revenus de s'approprier une part toujours plus importante de la croissance en négociant des rémunérations excessives et en concentrant les patrimoines. Entre les années 1970 et le milieu des années 2000, la progressivité de l'impôt a été fortement réduite dans les pays riches et dans certains pays émergents. Depuis la crise financière de 2008, les taux se sont stabilisés et sont même repartis à la hausse dans certains pays, mais les évolutions à venir restent incertaines et dépendront du débat démocratique. Il est aussi intéressant de noter que l'impôt sur les successions est inexistant ou proche de zéro

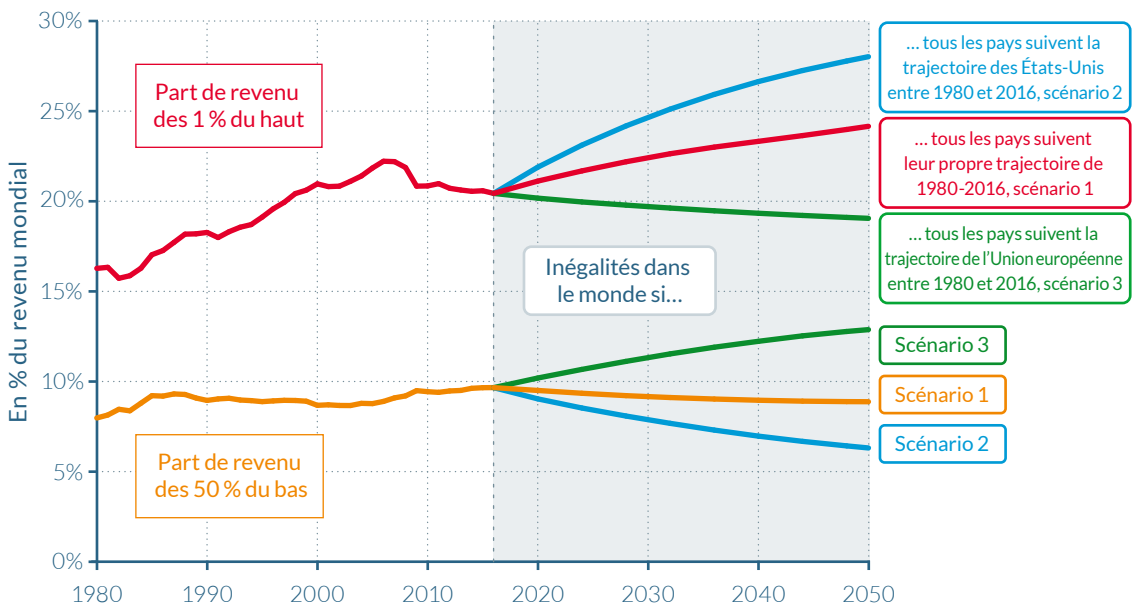
dans les pays émergents fortement inégalitaires, ce qui laisse des marges de manœuvre pour réaliser d'importantes réformes fiscales dans ces pays.

La création d'un registre mondial des titres financiers permettant d'identifier les détenteurs porterait un coup sévère à l'évasion fiscale, au blanchiment d'argent et à la montée des inégalités.

► Bien que la fiscalité soit un instrument essentiel pour lutter contre les inégalités, elle se heurte potentiellement à des obstacles. Au premier rang d'entre eux figure l'évasion fiscale, comme l'illustrent encore récemment les révélations des « Paradise Papers ». Les capitaux placés dans des paradis fiscaux ont considérablement augmenté depuis les années 1970 et représentant aujourd'hui plus de 10 % du PIB mondial. Du fait de la montée en puissance des paradis fiscaux, il est difficile de mesurer et imposer correctement le patrimoine et les revenus du capital à l'heure de la mondialisation. S'il existe depuis long-

Graphique E10

L'aggravation des inégalités de revenus dans le monde n'est pas une fatalité



Source : WID.world (2017). Voir wir2018.wid.world pour les séries et les notes.

Si, entre 2017 et 2050, tous les pays suivent la trajectoire d'inégalité suivie par les États-Unis entre 1980 et 2016, la part de revenu mondial allant aux 1% des plus hauts revenus atteindra 28% en 2050.

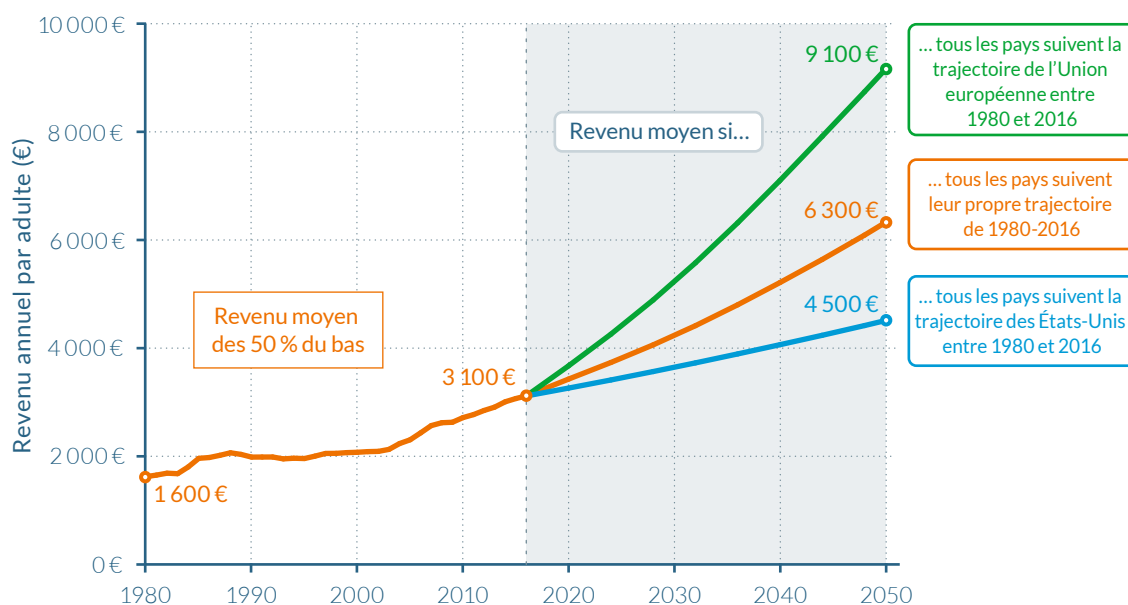
temps des registres de propriété foncière et immobilière, ils ne rendent pas compte d'une bonne partie de la richesse aujourd'hui détenue par les individus, car celle-ci prend de plus en plus la forme de titres financiers. Plusieurs solutions techniques existent pour créer un registre financier mondial, dont les administrations fiscales nationales pourraient se servir pour lutter efficacement contre la fraude.

Améliorer l'égalité d'accès à l'éducation et à des emplois bien rémunérés est essentiel pour remédier à la stagnation ou à la faible croissance des revenus de la moitié la plus pauvre de la population.

► Les études récentes montrent qu'il peut y avoir un gouffre entre les discours officiels sur l'égalité des chances et la réalité de l'inégalité d'accès à la formation. Aux États-Unis, par exemple, sur cent enfants dont les parents appartiennent aux 10% des revenus les plus

bas, seuls vingt à trente vont à l'université. Cette proportion atteint quatre-vingt-dix lorsque les parents appartiennent aux 10% des plus hauts revenus. Point positif toutefois, les études montrent que les universités d'excellence qui s'ouvrent davantage aux étudiants issus de milieux défavorisés ne compromettent pas pour autant leurs résultats. Dans les pays riches comme dans les pays émergents, il serait peut-être nécessaire de fixer des objectifs transparents et vérifiables pour (tout en réformant les systèmes de financement et d'admission) permettre un égal accès à l'éducation.

► La démocratisation de l'accès à la formation est un puissant levier, mais sans mécanismes garantissant que les individus du bas de la hiérarchie auront accès à des emplois bien rémunérés, l'éducation ne suffira pas à réduire les inégalités. Pour ce faire, une meilleure représentation des travailleurs dans les organes de direction des entreprises et

Graphique E11**L'inégalité a des conséquences importantes pour la pauvreté dans le monde**

Source : WID.world (2017). Voir wir2018.wid.world pour les séries et les notes.

Si tous les pays suivent la trajectoire d'inégalité de l'Europe entre 1980 et 2016, le revenu moyen de la moitié la plus pauvre de la population mondiale sera de 9 100 euros en 2050. Les estimations de revenus sont calculées en euros en appliquant la parité de pouvoir d'achat (PPA). Par comparaison, en PPA, 1 € = 1,3 \$ = 4,4 ¥. La PPA tient compte de la différence du coût de la vie d'un pays à l'autre. Les valeurs sont nettes d'inflation.

des salaires minimums corrects seront des instruments importants.

Pour remédier aux inégalités de revenus et de patrimoines actuelles et prévenir leur aggravation, les États doivent investir dans l'avenir.

► Combattre les inégalités existantes et prévenir leur aggravation nécessite des investissements publics dans l'éducation, la santé et la protection de l'environnement,

mais ceux-ci sont d'autant plus difficiles à réaliser que les États des pays riches se sont appauvris et lourdement endettés. Réduire la dette publique n'est en rien une tâche facile, mais plusieurs solutions existent (passant notamment par l'impôt sur le patrimoine, l'allègement de la dette ou l'inflation) et ont été mises en œuvre dans le passé par des États fortement endettés afin de donner toute leur chance aux jeunes générations.

WID.world

LA SOURCE DE DONNÉES SUR LES INÉGALITÉS MONDIALES



175
MILLIONS
DE
POINTS DE
DONNÉES

100 % EN ACCÈS LIBRE,
TRANSPARENTE ET REPRODUCTIBLE



INÉGALITÉS DE REVENU

70 PAYS
DISPONIBLES

INÉGALITÉS DE PATRIMOINE

30 PAYS
DISPONIBLES

REVENU NATIONAL

PLUS DE 180 PAYS
DISPONIBLES

**PLUS DE
100 CHERCHEURS
SUR LES
5 CONTINENTS**



**SITE INTERNET
ACCESSIBLE
À PLUS DE
3 MILLIARDS DE
PERSONNES
DANS LEUR LANGUE**
MANDARIN,
FRANÇAIS, ANGLAIS,
ESPAGNOL



ENTIÈREMENT FINANÇÉ PAR DES
ACTEURS PUBLICS OU SANS BUT LUCRATIF

VISITEZ **WIR2018.WID.WORLD**
POUR LA VERSION EN LIGNE DU RAPPORT.

